

## L'islamisme radical dans les relations internationales (1991-2011)

par Mathieu GUIDÈRE<sup>1</sup>

**I**l faut d'emblée dissiper un malentendu en évitant toute ambiguïté du propos et préciser les termes de notre approche et de notre perspective d'étude. L'islam est une religion, l'islamisme est une idéologie ; le musulman est un croyant, l'islamiste est un activiste. Le mot « islamisme » dérive du mot « islam » auquel est accolé le suffixe « -isme » et qualifie, par conséquent, « la doctrine de l'islam ». Mais depuis la fin des années 1970, il possède un sens idéologique et politique qui n'a cessé de s'affirmer au cours des décennies.

*Ainsi, l'islamisme désigne aujourd'hui une idéologie d'inspiration religieuse ayant une visée clairement politique. Il a évolué depuis les années 1990 pour donner lieu à*

---

<sup>1</sup> Professeur d'islamologie à l'Université de Toulouse II.

diverses formes d'actions militantes – et parfois violentes – définissant l'islamisme radical.

Par « islamisme radical », il faut comprendre toutes les formes de radicalité revendiquées par les militants islamistes : radicalité des fondements (fondamentalisme), radicalité des actions (jihadisme), ou encore radicalité des objectifs (panislamisme).

Dans la première catégorie (fondamentalisme), on trouve essentiellement les islamistes qui se réclament du salafisme, courant de la pensée musulmane qui tire sa légitimité d'une référence aux « *salafs* » (pieux ancêtres), c'est-à-dire aux compagnons du prophète Mahomet et aux premières générations de musulmans (VII<sup>e</sup> siècle). Les islamistes salafistes vivent ce mythe des origines comme une réalité et militent pour sa perpétuation par tous les moyens.

Dans la deuxième catégorie (jihadisme), on trouve les islamistes radicaux qui considèrent le « jihad » (guerre sainte) comme une fin en soi et appellent à s'engager dans la lutte armée contre tous ceux qui ne partagent pas leurs vues, qu'ils soient musulmans ou non-musulmans.

Dans la troisième catégorie (panislamisme), on trouve tous les islamistes qui se fixent comme objectif l'unification de tous les musulmans (*oumma*) sous une même autorité temporelle et spirituelle appelé « califat » (*khilāfa*), c'est-à-dire l'instauration d'un État islamique avec application de la charia. En cela, elle possède une dimension hégémonique qui contribue à la radicalité de ses positions et de ses modes d'actions, tant à l'intérieur des pays musulmans qu'à l'égard des pays occidentaux.

Dans toutes ces formes d'islamisme radical, il existe un choix délibéré de la doctrine islamique comme référence idéologique et comme guide pour l'action politique. Tous les islamistes radicaux mettent en œuvre une idéologie de combat qui utilise l'islam et les référents islamiques pour transformer le système politique et social de l'État<sup>2</sup>. Ils se positionnent contre l'Occident et contre l'occidentalisation considérés comme contraires, voire nuisibles, à l'identité musulmane. En majorité, ces islamistes sont ultraconservateurs et antimodernes. Ils occupent, depuis 1990, le devant de la scène politique

---

<sup>2</sup> Concernant l'agenda politique et social de l'islamisme, voir Mathieu Guidère, *Le Printemps islamiste : démocratie et charia*, Paris, Ellipses, 2012.

internationale, mais leur montée en puissance s'est effectuée tout au long des deux décennies précédentes.

#### ORIGINE ET DEVELOPPEMENT AVANT 1990

L'islamisme radical se développe tout au long des années 1970-1980, aussi bien parmi les musulmans sunnites que parmi les musulmans chiïtes.

Chez les musulmans chiïtes, c'est l'ayatollah Khomeini (mort en 1989) qui établit les bases d'un islamisme révolutionnaire qui conduit au renversement du Shah d'Iran et à l'instauration d'une « République islamique » (1979). Dans son sillage, sont créés divers partis et organisations chiïtes prônant la lutte armée, dont le plus célèbre est le Hezbollah libanais, littéralement « Parti de Dieu », créé en 1982 sous l'impulsion de Khomeini, en pleine guerre civile libanaise<sup>3</sup>.

Chez les musulmans sunnites, archi majoritaires dans le monde (90% des musulmans), l'islamisme radical se développe à partir de la pensée révolutionnaire de l'Égyptien Sayyid Qutb (exécuté en 1966), qui promeut une théologie du « jihad » (guerre sainte) et du « takfir » (anathémisation)<sup>4</sup>. Ses partisans trouvent un champ d'application pour ses thèses dans la « guerre sainte » en Afghanistan contre l'Union soviétique. Cette guerre conduit notamment à la naissance d'Al-Qaïda, sous l'effet d'un autre idéologue islamiste d'origine palestinienne, Abdallah Azzam (tué en 1989), maître à penser d'Oussama Ben Laden et idéologue en chef d'Al-Qaïda à ses débuts<sup>5</sup>. Tous leurs sympathisants se réclament alors d'un théologien médiéval, Ibn Taymiyya (mort en 1328), grand promoteur du « jihad contre les infidèles » et inspirateur du mouvement salafiste, dont les fondements seront confortés par un disciple tardif issu de la péninsule Arabique, Ibn 'Abd al-Wahhâb (mort en 1792), fondateur du « wahhabisme » qui sera plus tard la doctrine officielle de l'Arabie saoudite<sup>6</sup>.

<sup>3</sup> Sur l'extension du chiïsme, voir François Thual, *Géopolitique du Chiïsme*, Paris, Arléa, 2002.

<sup>4</sup> Sur la doctrine de Sayyid Qutb, voir Olivier Carré, *Mystique et politique. Lecture révolutionnaire du Coran par Sayyid Qutb, Frère musulman radical*, Paris, Éditions du Cerf, 1984.

<sup>5</sup> Voir Jason Burke, *Al-Qaïda : la véritable histoire de l'islam radical*, Paris, La Découverte, 2005.

<sup>6</sup> Voir Hamadi Redissi, *Le Pacte de Nadjd ou Comment l'islam sectaire est devenu l'islam*, Paris, Seuil, 2007.

Jusqu'en 1990, l'islamisme radical d'inspiration sunnite est occupé à combattre « l'ennemi communiste », aussi bien à l'intérieur du monde arabe où une lutte intestine oppose militants islamistes et étudiants communistes, qu'à l'extérieur des pays d'origine où les combattants islamistes résistent à l'armée rouge en Afghanistan et dament le pion aux thuriféraires du communisme partout ailleurs dans le monde musulman. Au même moment (avant 1990), l'islamisme radical chiite est occupé à combattre « l'ennemi nationaliste arabe » sur deux fronts. D'un côté, la République islamique d'Iran mène une guerre de « défense sacrée » contre l'Irak de Saddam Hussein qui se positionne, depuis la mort de Nasser (1970), en champion du nationalisme arabe. La guerre Iran-Irak<sup>7</sup> durera huit ans et prendra fin sans vainqueur ni vaincu en août 1988.

D'un autre côté, le Hezbollah chiite mène une « guerre de résistance » contre l'occupation israélienne du Sud-Liban, et s'attaque à la présence occidentale au Liban. Les premières actions du mouvement chiite contre les intérêts occidentaux remontent à 1983, année au cours de laquelle le Hezbollah organise l'attentat-suicide contre l'ambassade américaine de Beyrouth (avril 1983, 63 morts) et deux attentats-suicides contre la force multinationale d'interposition (octobre 1983, 248 morts américains et 58 morts français dans l'attentat du Drakkar)<sup>8</sup>. La pratique du terrorisme sous toutes ses formes (attentats-suicides, enlèvement, prise d'otages, détournement d'avion, etc.) est consacrée par le Hezbollah comme le mode d'action privilégié de l'islamisme radical contemporain, à l'intérieur comme à l'extérieur du Liban. Ainsi, entre février 1985 et septembre 1986, le « Parti de Dieu » perpétue une série d'attentats en France, dont celui de la rue de Rennes (17 septembre 1986), provoquant au total la mort de quinze personnes et faisant trois cents blessés.

À partir d'avril 1988, une guerre fratricide oppose le Hezbollah et l'autre organisation chiite, Amal, pour la domination du sud de Beyrouth : les combats font 600 morts en deux semaines et voient le Hezbollah occuper 95% de la zone. Cette guerre fratricide se clôturera par une trêve en janvier 1989, puis par un accord de paix en octobre 1990.

---

<sup>7</sup> Voir Dilip Hiro, *The Longest War: The Iran-Iraq Military Conflict*, Londres, Grafton, 1989.

<sup>8</sup> Voir Walid Charara et Frédéric Domont, *Le Hezbollah, un mouvement islamo-nationaliste*, Paris, Fayard, 2004.

Avec cet accord, « l'axe chiïte » (Hezbollah-Syrie-Iran) est désormais en place au Moyen-Orient et ne cessera de s'affirmer tout au long des deux décennies suivantes<sup>9</sup>, favorisé en cela par deux grands bouleversements géopolitiques : la « guerre du Golfe » (1991) et la « guerre contre la terreur » (2001).

#### LE TOURNANT DE LA GUERRE DU GOLFE (1991)

La chute de l'Union soviétique est concomitante avec la guerre du Golfe (1991) et constitue indéniablement un tournant dans les relations internationales et un changement de perception au sein de la mouvance islamiste<sup>10</sup>.

D'une part, « l'ennemi communiste » est vaincu en 1989, et les islamistes – toutes tendances confondues – revendiquent la paternité de la victoire, estimant que c'est la guerre d'Afghanistan (1979-1989) qui a « saigné » l'Union soviétique et conduit à sa chute. En même temps, les Américains célèbrent « leur » victoire dans la Guerre froide (1953-1990) et estiment que l'Union soviétique a imploré grâce au travail de sape qu'ils ont mené pendant des décennies<sup>11</sup>, et notamment grâce à leur soutien militaire aux mouvements insurgés anti-communistes en Afghanistan, dont Al-Qaïda formée à l'époque des combattants arabes. Ainsi, les deux camps (les islamistes et les Américains) revendiquent la paternité de la victoire en Afghanistan et chacun est convaincu de sa force et de la légitimité de son combat.

D'autre part, « l'ennemi nationaliste » représenté par Saddam Hussein à la fin des années 1980 est vaincu lors de la guerre du Golfe (1991) et ses forces sont réduites durablement : une zone d'exclusion aérienne est instaurée par la coalition internationale et un embargo est imposé au régime jusqu'en 2003. Mais cet ennemi commun aux islamistes – l'Irak étant un régime laïc – et aux Américains – Saddam Hussein menaçait l'approvisionnement en pétrole

---

<sup>9</sup> Voir Serge Lafitte, *Chiïtes et sunnites*, Paris, Plon, 2007.

<sup>10</sup> Sur la perception occidentale de cette guerre, voir Jean Baudrillard, *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu*, Paris, Ed. Galilée, 1991.

<sup>11</sup> Voir Michel Winock (éd.), *Le Temps de la guerre froide : du rideau de fer à l'effondrement du communisme*. Paris, Seuil, 1994.

des États-Unis – a donné lieu à une rupture de l’alliance qui prévalait jusque-là et qui faisait l’union objective des deux camps<sup>12</sup>.

En effet, les islamistes radicaux – représentés en 1990 par les combattants arabes démobilisés d’Afghanistan – étaient représentés par le chef d’Al-Qaïda, le saoudien Oussama Ben Laden. Face à l’invasion du Koweït par Saddam Hussein (1990), Ben Laden propose au souverain saoudien, le roi Fahd, de défendre le royaume grâce à ses « Moudjahidines » et de bouter Saddam Hussein hors du Koweït comme il l’avait fait pour les Russes en Afghanistan. Le souverain saoudien refuse catégoriquement et fait appel à son allié américain pour défendre le royaume et pour libérer le Koweït du joug irakien.

La rupture entre Ben Laden et le roi Fahd est consommée en 1992, date à laquelle le chef d’Al-Qaïda est expulsé d’Arabie saoudite vers le Soudan pour son soutien politique et financier à l’opposition islamiste au sein du royaume. C’est de cette époque également que date la fracture entre les islamistes et l’Amérique. Le déploiement de 500 000 soldats américains en Arabie saoudite, dont le territoire tout entier est considéré comme une « terre sacrée », suscite la colère des religieux saoudiens et la haine des combattants islamistes revenus d’Afghanistan<sup>13</sup>.

Dès lors, l’Amérique devient l’ennemi prioritaire pour l’ensemble de la mouvance islamiste. Estimant qu’après la défaite de « l’ennemi communiste » et de « l’ennemi nationaliste », le seul ennemi qui demeure face aux islamistes est l’Amérique, Ben Laden va mobiliser progressivement son réseau international de combattants constitué pendant la guerre d’Afghanistan, et lancer des attaques de plus en plus meurtrières contre les États-Unis et contre les intérêts américains.

#### L’INTERMEDE SOUDANAIS (1992-1996)

Déchu de sa nationalité saoudienne en 1994, le chef d’Al-Qaïda s’installe au Soudan qui devient la base-arrière de ses activités jihadistes. Ce pays est, depuis 1989, aux mains d’une junte militaire dont le mentor est un

---

<sup>12</sup> Voir Olivier Carré, *Le nationalisme arabe*, Paris, Fayard, 2004.

<sup>13</sup> Voir Jonathan Randal, *Oussama : la fabrication d’un terroriste*, Paris, Albin Michel, 2004.

islamiste de renom, Hassan Al-Tourabi, lequel accélère l'internationalisation du mouvement jihadiste et son unification contre l'hégémonie américaine<sup>14</sup>. Tourabi organise de grands rassemblements annuels qui réunissent la quasi totalité des leaders de l'islamisme radical. Cette « internationale islamiste » est consolidée à Khartoum : les anciens combattants du « jihad afghan », issus de tous pays, s'y retrouvent pour discuter, échanger et coordonner leurs actions.

C'est là qu'est planifié le premier attentat contre le World Trade Center, à New York (1993). C'est là également qu'est fomentée, en juin 1995, la tentative d'attentat contre le président égyptien Hosni Moubarak, en visite à Addis-Abeba. Ben Laden devient une figure incontournable de la mouvance islamiste grâce à son réseau et à sa générosité : il est alors à la tête d'une fortune personnelle estimée à 300 millions de dollars, qu'il met au service de la cause islamiste.

En 1996, le Soudan est mis sous embargo partiel par le Conseil de sécurité de l'ONU, et Khartoum est contraint de demander à Ben Laden de quitter son territoire pour éviter l'aggravation des sanctions internationales<sup>15</sup>. Mais cette mesure ne fait que déplacer le problème d'Afrique vers l'Asie, donnant ainsi l'occasion à l'islamisme radical de poursuivre son développement idéologique et son aguerrissement opérationnel chez les Talibans en Afghanistan.

#### L'EXPERIENCE TALIBANE (1996-2001)

Expulsé du Soudan, Ben Laden choisit de s'installer en Afghanistan. Il bénéficie du code tribal sur l'hospitalité, et son organisation est protégée par le régime taliban<sup>16</sup>. Il est rapidement suivi par bon nombre d'islamistes radicaux mécontents de la situation dans leur pays d'origine et ravis de retrouver un terrain d'action qu'ils ont connu lors de la guerre contre l'armée rouge.

---

<sup>14</sup> Voir Roland Marchal, Oussmu Oskun, « Les ambitions internationales du Soudan islamiste », in *Politique africaine*, pp. 74-87. URL : <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/066074.pdf>

<sup>15</sup> Voir Roland Marchal, « Le facteur soudanais, avant et après », in *Critique internationale*, n°4/2002, pp. 44-51. URL : [www.cairn.info/revue-critique-internationale-2002-4-page-44.htm](http://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2002-4-page-44.htm).

<sup>16</sup> Voir Ahmed Rashid, *L'Ombre des Talibans*, Paris, Autrement, 2001.

L'Afghanistan vit alors sous administration talibane dans le cadre d'un « l'Émirat islamique ». Il a à sa tête un « Commandeur des croyants » (*émir al-mouminine*), le Mollah Mohammed Omar, et applique une version rigoriste de la charia (amputation, lapidation, destruction de monuments, etc.). Mais ayant unifié et pacifié l'Afghanistan, les Talibans jouissent d'une relative sympathie de la part des pays environnants et notamment de la part du Pakistan qui voit là des alliés solides pour la stabilisation de la région<sup>17</sup>.

De fait, « l'Émirat islamique d'Afghanistan » devient à la fin des années 1990 la plaque tournante des groupes islamistes radicaux : des camps d'entraînement sont mis en place au vu et au su de tous, les jihadistes du monde entier viennent s'entraîner et repartent vers leur pays, l'idéologie du « jihad global » se diffuse rapidement, et les sympathisants d'Al-Qaïda se multiplient à travers le monde.

En février 1998, Ben Laden lance officiellement son « Front islamique mondial pour le jihad contre les Juifs et les Croisés »<sup>18</sup> où sont réunis les principaux chefs de la mouvance islamiste et jihadiste dans le monde. Les premiers actes terroristes de ce « Front » sont les attentats de Nairobi et de Dar es-Salam (7 août 1998). Il s'agit d'attentats-suicides qui visent les ambassades américaines en Afrique et dont les auteurs sont des membres locaux d'Al-Qaïda. La tête de Ben Laden est mise à prix pour cinq millions de dollars. Elle sera doublée après l'attentat-suicide contre le destroyer USS Cole au large du Yémen (2000), également attribué à des membres d'Al-Qaïda. Ces actions terroristes précèdent et annoncent les attentats majeurs du 11 septembre 2001.

Par leur caractère inédit et spectaculaire, ces derniers attentats consacrent l'islamisme radical comme l'ennemi de l'Amérique et, au-delà, des démocraties occidentales dans la perception générale<sup>19</sup>. Ils conduiront à l'invasion de l'Afghanistan et à la chute du régime taliban (2001-2002), puis à la mise en place d'une « guerre contre la terreur » (2002-2008) qui marquera profondément les relations internationales au cours de la première décennie

---

<sup>17</sup> Voir Sylvie Gelinas, *L'Afghanistan, du communisme au fondamentalisme*, Paris, L'Harmattan, 2000.

<sup>18</sup> La déclaration est accessible à cette adresse :

[http://bibliothèque.immatériel.fr/fr/read\\_book/9782760526082/chap023](http://bibliothèque.immatériel.fr/fr/read_book/9782760526082/chap023)

<sup>19</sup> Voir Jean-Pierre Dupuy, *Avions-nous oublié le mal ? Penser la politique après le 11 septembre*, Paris, Bayard, 2002.



du XXI<sup>e</sup> siècle. C'est qu'entre temps, la guerre civile algérienne a montré au monde entier le visage terrifiant de l'islamisme radical à l'assaut du pouvoir.

#### LES LEÇONS DE LA TRAGÉDIE ALGÉRIENNE (1992-2002)

La « décennie noire » en Algérie a opposé, à partir de 1992, le régime militaire à divers groupes islamistes armés, à la suite de l'interruption du processus électoral en 1991. Le déroulement des événements au cours de cette décennie montre la dynamique interne de la mouvance islamiste dans son ensemble, où les plus radicalisés l'ont systématiquement emporté sur les autres, avant de perdre tout soutien parmi la population comme à l'extérieur du pays<sup>20</sup>.

Le cycle des violences est dû essentiellement aux « Afghans », ces Algériens partis se battre en Afghanistan contre les Soviétiques au cours des années 1980, dont beaucoup sont rentrés en Algérie à la fin de la guerre (1989). On estime leur nombre entre 2000 et 3000 combattants aguerris qui étaient passés par le « Maktab Al-Khadamat » (Bureau des services) de Ben Laden (noyau de la future Al-Qaïda) et qui avaient comme référence politique le régime islamiste pakistanais et bientôt taliban.

Ces « Afghans algériens » étaient farouchement opposés à la démocratie, considérée comme un système occidental importé et impie, préconisant l'action directe contre le gouvernement afin d'instaurer un État islamique en Algérie. Ils formaient le bras armé du FIS (Front islamique du salut) lorsque ce dernier remporte les élections locales et législatives en 1990-1991, en pleine guerre du Golfe, événement qui fut à l'époque un extraordinaire catalyseur de l'emprise islamiste sur la jeunesse et, plus largement, de sa domination sur la scène politique algérienne.

Mais le 11 janvier 1992, l'armée algérienne annule les élections et pousse le président Chadli Bendjedid à la démission, le remplaçant par un ancien combattant de l'indépendance en exil, Mohammed Boudiaf (1919-1992), assassiné peu de temps après. Dans le même temps, elle procède à des arrestations massives des membres et des sympathisants du FIS, qu'elle finit par dissoudre le 4 mars 1992.

---

<sup>20</sup> Voir Luiz Martinez, *La Guerre civile en Algérie*, Paris, Karthala/Ceri, 1998.

Les activistes restés en liberté interprètent ces arrestations comme une déclaration de guerre. Dans la majeure partie du pays, ils prennent le maquis et lancent les premières attaques contre les forces de sécurité, contre la police et contre l'armée. Comme lors de la guerre d'indépendance, les maquisards sont presque exclusivement basés dans les montagnes du nord de l'Algérie, où la topographie et la végétation sont propices à la guérilla<sup>21</sup>.

En janvier 1993, l'un des ex-membres du FIS, Abdelhak Layada, fait scission et crée, avec d'autres « Afghans algériens », le Groupe islamique armé (GIA), en affichant d'emblée une position radicale : « Nous rejetons la religion de la démocratie. Nous affirmons que le pluralisme politique équivaut à la sédition (*fitna*) »<sup>22</sup>.

Rapidement, le GIA prend le dessus sur les autres groupes armés algériens et étend ses activités à l'étranger. En effet, grâce à des réseaux de soutien dans toute l'Europe et même aux États-Unis, le GIA devient l'organisation la plus puissante de la mouvance terroriste internationale et s'attaque particulièrement à la France, accusée de soutenir le régime algérien.

Ainsi, la veille de Noël 1994, un commando du GIA détourne un avion d'Air France en provenance d'Alger, avec comme objectif de le faire s'écraser sur Paris. Le GIGN parvient à neutraliser le commando et à reprendre le contrôle de l'avion, sur le tarmac de l'aéroport de Marseille-Marignane.

Le 11 juillet 1995, l'imam algérien Abdelbaki Sahraoui, membre fondateur du FIS, réfugié en France, est abattu à Paris. C'est le début de la vague d'attentats qui vise la France et qui marque l'internationalisation de l'islamisme algérien. En effet, entre juillet et octobre 1995, le territoire national est touché par huit attentats à la bombe qui feront huit morts et près de 200 blessés<sup>23</sup>. Au même moment, l'Algérie subit une série de massacres d'une brutalité et d'une ampleur sans précédent, visant des villages et des quartiers entiers, tuant des civils sans distinction d'âge, d'origine ou de sexe. Les massacres des villages de Raïs et de Bentalha en 1997 ont particulièrement

---

<sup>21</sup> Voir Boukraa Liess, *Algérie : la terreur sacrée*, Paris, Favre, 2002.

<sup>22</sup> Cité dans Michael Willis, *The Islamist Challenge in Algeria: A Political History*, New York University Press, 1996, p. 54.

<sup>23</sup> Pour le détail de ces attentats, voir le site de SOS Attentats : [www.sos-attentats.org](http://www.sos-attentats.org) (rubrique « Justice et terrorisme »).

marqué les esprits à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Algérie. Ces massacres insoutenables ont conduit à des dissensions internes et à la sécession officielle d'un certain nombre de chefs régionaux du GIA, dont Hassan Hattab, *alias* Abou Hamza, chef d'une brigade basée dans les montagnes de Kabylie. Celui-ci crée, en septembre 1998, le Groupe salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC, *Al-Jama'a al-salafyya li al-da'wa wa al-qital*). Entre 1998 et 2003, le groupe devient l'organisation islamiste armée la mieux structurée et la plus efficace du pays. En adoptant une stratégie d'évitement des cibles civiles et de négociation avec les autres groupes armés qui n'avaient pas encore déposé les armes à la faveur de la politique de réconciliation menée par le président Bouteflika, il a su étendre l'influence du GSPC au-delà de sa zone d'origine, la Kabylie, et à s'implanter durablement dans la région, malgré le renforcement de la lutte antiterroriste et de la coopération militaire après les attentats du 11 septembre 2001. Mais, cela n'a pas empêché l'aile dure de son groupe de prendre le pouvoir et de l'exclure en 2003, à la faveur du débat interne sur la guerre en Irak, qui avait profondément divisé les combattants et les membres dirigeants du GSPC.

Au final, les tenants du « jihad global », admirateurs de Ben Laden depuis 2001, l'emportèrent sur la vieille garde du Groupe. Celle-ci appelait à poursuivre le même combat, avec les mêmes modalités, à l'intérieur des frontières algériennes, et ce jusqu'à la chute du gouvernement et l'instauration de la charia. À l'inverse, pour la jeune génération du GSPC conduite par Abdelmalek Droukhal, *alias* Abou Moussab Abdelwadoud, la création d'un État islamique en Algérie doit être pensée globalement dans le cadre du « califat » réunissant tous les pays musulmans, et ne pourra être réalisée que par une action coordonnée des jihadistes au niveau international. Pour lui, cela doit passer par des attaques dirigées contre les soutiens occidentaux, sans lesquels le régime algérien ne peut survivre, en particulier contre la France accusée de tous les maux<sup>24</sup>.

Dans cette perspective, Droukhal va tout faire à partir de 2004 pour intégrer la mouvance d'Al-Qaïda qui lui paraît être la mieux à même de l'aider à atteindre son objectif. En envoyant des combattants en Irak et en choisissant

---

<sup>24</sup> Pour le récit détaillé de cette évolution du GSPC, voir Mathieu Guidère, *Al-Qaïda à la conquête du Maghreb*, Paris, Éditions du Rocher, 2007, pp. 72-143.

comme intermédiaire le chef d'Al-Qaïda en Mésopotamie, le Jordanien Abou Moussab Al-Zarqawi (tué en juin 2006 par un raid aérien américain), il parvient à entrer en contact avec les chefs historiques de l'organisation et à se faire adouber, le 11 septembre 2006, comme « émir (chef) d'Al-Qaïda au pays du Maghreb islamique ». À cette occasion, le numéro deux d'Al-Qaïda, l'Égyptien Ayman Al-Zawahiri, lui fixe un double objectif : « étendre le jihad en Afrique » et devenir « une épine dans la gorge des croisés américains, français et de leurs alliés » pour faire « naître la peur dans le cœur des traîtres et des fils mécréants de France ». Au cours des années suivantes (2008-2011), AQMI développe une stratégie de harcèlement des autorités algériennes et une stratégie d'enlèvement des ressortissants occidentaux, notamment français, qui lui permet de maintenir une présence audible en Afrique du nord et d'étendre son influence en Afrique subsaharienne. Le nord malien est particulièrement investi et se sanctuarise progressivement.

Mais, la mort de Ben Laden en mai 2011 et la victoire des partis islamistes dans les pays du Maghreb (Libye, Tunisie, Maroc) bouleversent profondément la donne politique et géopolitique. Malgré la présence de groupes islamistes armés, parfois rattachés à Al-Qaïda, sur tous les continents, le positionnement international a largement évolué et l'islamisme radical n'occupe plus le devant de la scène politique, étant éclipsé par l'arrivée au pouvoir des partis islamistes.

#### LE POSITIONNEMENT INTERNATIONAL (1991-2011)

Dès les années 1970, la communauté internationale prend conscience du fait qu'un grand nombre de conflits dans la région du Moyen-Orient – au sens large – se nourrissait de l'idéologie islamiste radicale, opposée tout à la fois au communisme athée et au nationalisme arabe. Ce conflit d'idéologies représentait une menace pour la paix et la sécurité internationales parce qu'il avait des répercussions géostratégiques et géoéconomiques, aussi bien régionales que systémiques.

Mais deux « écoles de pensées », ayant des relais locaux et internationaux, s'affrontaient quant à la meilleure façon de gérer cette menace. D'un côté, les « confrontationnistes », tenants de la ligne dure face aux islamistes, soutiennent l'élimination – si nécessaire par la force – des

organisations islamistes et le refus de toute négociation ou compromis avec leurs représentants. De l'autre, les « accommodationnistes », partisans du compromis, de la réconciliation et du dialogue avec les islamistes les moins radicaux, qu'ils considèrent comme « fréquentables » et « pragmatiques »<sup>25</sup>.

L'école « confrontationniste », représentée aux États-Unis notamment par S. Huntington, Y. Bodansky et M. Indyck, considère l'islamisme en général – appelé « péril vert » par cette école – comme une menace globale, et refuse toute distinction entre islamistes « modérés » et « radicaux », en raison de leur objectif commun : l'établissement d'un État théocratique et l'application de la charia. L'Iran, le Soudan et l'Afghanistan sont cités comme exemples de ce type d'État théocratique. Les tenants de ce courant de pensée ont préconisé, au cours des deux dernières décennies, une politique d'exclusion et de répression, qui a été suivie de faits dans de nombreux pays musulmans et non-musulmans. La « guerre contre la terreur » (2001-2008) s'inscrit dans le prolongement des préconisations de ce courant.

À l'inverse, l'école « accommodationniste », représentée aux États-Unis notamment par G. Fuller, R. Pelletrau, J. Voll et J. Esposito, fait une distinction nette entre l'islamisme « radical », qui recourt à la violence, et l'islamisme « modéré », qui accepte les règles du jeu démocratique. De plus, pour les tenants de ce courant, l'islamisme s'inscrit dans l'évolution politique des sociétés musulmanes et doit être envisagé comme un phénomène socioculturel avant tout. En conséquence, ils ont toujours préconisé – et continuent de le faire – une normalisation des islamistes et une intégration des partis se réclamant de l'islamisme dans le paysage politique afin de renforcer le processus démocratique et d'éviter le basculement dans la violence.

Malgré la présence de ces deux écoles de pensées, la gestion du phénomène islamiste a été plus complexe qu'il n'y paraît dans la pratique. D'abord, l'approche internationale de l'islamisme a été influencée par le contexte de la Guerre froide. Les islamistes sunnites s'étant placés à cette époque-là du côté de l'Occident en allant combattre l'Union soviétique en Afghanistan, il s'en suivit une perception négative du seul islamisme chiïte. Et cette perception a été renforcée par la politique anti-occidentale de la

---

<sup>25</sup> Voir Fawaz A. Gerges, *America and Political Islam: Clash of Cultures or Clash of Interests?* USA: Cambridge University Press, 1999.

République islamique d'Iran à l'égard de l'Occident depuis sa création (1979) et par la guerre Iran-Irak (1980-1988) au cours de laquelle les Occidentaux ont pris majoritairement le parti de l'Irak. Ce qui importait alors, c'était la défaite de « l'Empire du Mal » (l'Union soviétique) et l'endiguement de l'Iran. Ensuite, le fait que l'islamisme sunnite soit promu et financé par deux pays alliés des Occidentaux, l'Arabie saoudite et le Pakistan, a favorisé une position plus ambiguë et moins monolithique à l'égard de cet islamisme, perçu comme étant davantage « sous contrôle » que l'islamisme chiite promu par l'Iran. Enfin, l'impression qu'il existait des affinités idéologiques avec l'islamisme sunnite a aidé à un rapprochement, sinon à une instrumentalisation, de cet islamisme dans les relations internationales. En effet, l'islamisme sunnite a été tour à tour opposé au matérialisme marxiste de l'Union soviétique, puis au messianisme chiite de l'Iran, ensuite au nationalisme arabe des régimes baathistes, avant de servir de « joker » ou de « monnaie d'échange » à l'égard de l'autoritarisme laïciste des régimes arabes et musulmans.

Paradoxalement, au cours des années 1990, les Occidentaux prennent conscience de la montée de l'islamisme et de ses gains électoraux dans certains pays comme l'Égypte, la Jordanie, la Turquie. Mais ils hésitent dans leur politique face à cet islamisme, notamment face au Soudan, devenu islamiste en 1989, puis face à la victoire des islamistes en Algérie en 1991. Les États-Unis ont une politique ambiguë à l'égard des mouvements islamistes tels que les Frères musulmans et semblent prêts à travailler avec les islamistes sous certaines conditions, à savoir : accepter des élections libres, une justice indépendante, le respect de la loi civile, de la liberté de la presse, des droits des minorités et des droits individuels.

Au cours des années 2000, les extrémistes des deux camps ayant occupé le devant de la scène, les tenants de la lutte armée l'emportent sur ceux de la politique et de la diplomatie. Néo-fondamentalistes musulmans et néo-conservateurs américains vont s'affronter d'abord en Afghanistan à partir de 2001, puis en Irak à partir de 2003, avant de porter l'affrontement militaire sur d'autres territoires instables : Somalie, Yémen, Sahel. Il faudra attendre 2011 et le « printemps arabe », concomitant de la mort de Ben Laden (2 mai 2011), pour voir émerger une nouvelle approche internationale de l'islamisme, fondée sur l'acceptation du verdict des urnes et la vigilance à l'égard des formes extrémistes d'expression islamiste.

\*

Depuis 1991, l'islamisme sous toutes ses formes a occupé progressivement le devant de la scène internationale et focalisé l'attention que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du monde musulman. La quasi-totalité des crises et des conflits de l'après Guerre froide ont engagé des combattants islamistes : de l'Algérie jusqu'en Afghanistan, en passant par la Somalie, le Soudan, le Yémen, la Tchétchénie, les Balkans et le Sahel. Qu'il s'agisse d'une menace réelle ou perceptive, l'islamisme a été – et demeure – un enjeu des relations internationales.

Malgré le changement majeur de donne géopolitique en 2011, il ne fait aucun doute que ce phénomène continuera à occuper le devant de la scène politique internationale au cours des années à venir. Car les nouveaux gouvernements dominés par les islamistes, non seulement continuent à lutter politiquement à l'intérieur de leurs pays pour asseoir leur légitimité et leur domination, mais en plus leur agenda politique diffère notablement des principes et des valeurs promus par la communauté internationale sur un certain nombre de points essentiels. L'avenir dira si la transition démocratique en cours permettra de rapprocher les positions et les points de vue.

### Bibliographie

- Baudrillard J., *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu*, Paris, Ed. Galilée, 1991.
- Burke J., *Al-Qaïda : la véritable histoire de l'islam radical*, Paris, La Découverte, 2005.
- Carré O., *Le nationalisme arabe*, Paris, Fayard, 2004.
- Carré O., *Mystique et politique. Lecture révolutionnaire du Coran par Sayyid Qutb, Frère musulman radical*, Éditions du Cerf, 1984.
- Charara W. et Domont F., *Le Hezbollah, un mouvement islamo-nationaliste*, Fayard, 2004.
- Dupuy J.-P., *Avions-nous oublié le mal ? Penser la politique après le 11 septembre*, Paris, Bayard, 2002.

- Gelinas S., *L'Afghanistan, du communisme au fondamentalisme*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- Gerges, F.A., *America and Political Islam: Clash of Cultures or Clash of Interests?* USA: Cambridge University Press, 1999.
- Guidère M., *Al-Qaïda à la conquête du Maghreb*, Paris, Éditions du Rocher, 2007.
- Guidère M., *Le Printemps islamiste : démocratie et charia*, Paris, Ellipses, 2012.
- Hiro D., *The Longest War: The Iran-Iraq Military Conflict*, Londres, Grafton, 1989.
- Laffite S., *Chiïtes et sunnites*, Paris, Plon, 2007.
- Liess B., *Algérie : la terreur sacrée*, Paris, Favre, 2002.
- Marchal R., « Le facteur soudanais, avant et après », in *Critique internationale*, n°4/2002, pp. 44-51. URL : [www.cairn.info/revue-critique-internationale-2002-4-page-44.htm](http://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2002-4-page-44.htm).
- Marchal R., Oskun O., « Les ambitions internationales du Soudan islamiste », in Martinez L., *La Guerre civile en Algérie*, Paris, Karthala/Ceri, 1998. *Politique africaine*, pp. 74-87. URL : <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/066074.pdf>
- Randal J., *Oussama : la fabrication d'un terroriste*, Paris, Albin Michel, 2004.
- Rashid A., *L'Ombre des Talibans*, Paris, Autrement, 2001.
- Redissi H., *Le Pacte de Nadjd ou Comment l'islam sectaire est devenu l'islam*, Paris, Seuil, 2007.
- Thual F., *Géopolitique du Chiïsme*, Paris, Arléa, 2002.
- Willis M., *The Islamist Challenge in Algeria: A Political History*, New York University Press, 1996.
- Winock M. (éd.), *Le Temps de la guerre froide : du rideau de fer à l'effondrement du communisme*. Paris, Seuil, 1994.